

Pouvoir d'emprunt—Loi

Hier, le député de York-Simcoe a dit que de 1972 à 1974, le Nouveau parti démocratique, de concert avec le gouvernement de l'époque, et je cite:

... a permis l'expansion de notre système monétaire et fiscal et nous a donné l'inflation...

En fait, c'est le Nouveau parti démocratique qui a proposé un amendement au budget qui a défait le gouvernement et a provoqué les élections de 1974. Nous nous opposions à ce que le gouvernement donne 2.5 milliards de dollars aux sociétés, ce que, soit dit en passant, les conservateurs appuyaient.

La droite du parti conservateur et le parti conservateur dans son ensemble se verront forcés de faire connaître leur position à la population. Que veulent dire les conservateurs quand ils parlent d'une politique fiscale inflationniste de 1972 à 1974? Parlent-ils des pressions que nous avons exercées sur le gouvernement libéral minoritaire pour qu'il indexe les pensions de vieillesse et les allocations familiales, et pour qu'il améliore les services de santé et d'hospitalisation du pays? Est-ce à cela qu'ils s'opposent? Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a demandé au député de York-Simcoe si c'était à cela qu'il s'opposait et si le parti conservateur s'engageait à ne pas réduire ces services s'il prenait le pouvoir. Et quelle a été la réponse? Celle-ci tout simplement: «Donnez-nous une chance, mettez-nous à l'essai. Mettez-nous au gouvernement, vous verrez bien ce que nous ferons». Il en faut plus pour donner confiance aux Canadiens.

Je dirai à mes amis du parti conservateur que le peuple ne se contentera pas d'un parti qui lui dit: «Mettez-nous au gouvernement, vous verrez bien ce que nous ferons». Cela revient à dire: «Mettez-nous au gouvernement, et alors il sera toujours temps de penser à ce qu'il faut faire». Les Canadiens ne s'y laisseront pas tromper.

Le député de York-Simcoe a reproché au Nouveau parti démocratique d'avoir appuyé le projet de loi créant Petro-Canada, et même de l'avoir réclamé au gouvernement. L'opposition officielle nous a critiqués à l'époque. Le député de York-Simcoe était membre comme moi du comité qui a étudié le bill. Sur les 19 séances je crois qui ont été nécessaires, 12 au moins ont été occupées par les objections et l'obstruction du député de York-Simcoe, qui a combattu le bill opiniâtement. C'était son droit, et je ne lui reproche pas de l'avoir exercé. Il était contre le projet de loi, et c'était son droit. Cependant, il en a gardé une sorte d'obsession, et il profite du débat d'aujourd'hui pour critiquer l'acquisition par Petro-Canada de Pacific Petroleum.

Il est temps de dire les choses à découvert. Il est temps que le parti progressiste conservateur nous dise ce qu'il pense. Depuis 20 ou 25 ans, la propriété et le contrôle du pétrole, au niveau de la production et du raffinage, sont entre les mains de sociétés étrangères à raison de 99 p. 100. Je n'ai pas entendu le

député de York-Simcoe protester contre cela. Faut-il en conclure qu'aux yeux du parti progressiste conservateur, ce qui est mauvais c'est l'intervention de l'État dans l'industrie pétrolière, et ce qui est bon c'est que les 99 p. 100 de cette industrie appartiennent à des sociétés étrangères? Est-ce là ce que dit l'opposition officielle?

M. Broadbent: C'est bien ce qu'elle affirme.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Il est temps que l'opposition officielle dise aux Canadiens ce qu'elle pense. Il est intéressant de noter que lorsque le gouvernement fédéral a fini par créer à regret et assez tard une société de la Couronne—et je l'ai assez critiqué pour la lenteur qu'il a mise à le faire—c'est le parti conservateur qui était contre.

Quelle est la situation actuellement? Au Canada, nous avons aujourd'hui probablement assez de pétrole brut à base paraffinique pour tenir jusqu'en 1990, après quoi, nous dépendrons du pétrole extrait des sables bitumineux qui ne peut répondre à nos besoins, étant donné les énormes investissements nécessaires et le problème d'élimination des résidus qui se pose.

● (1652)

Le seul moyen qui nous reste pour disposer de ressources pétrolières suffisantes, sera d'exploiter les gisements d'huile lourde qui chevauchent la frontière de l'Alberta et de la Saskatchewan. D'après les estimations, les gisements représenteraient des milliards de barils d'huile lourde, mais c'est un produit dont l'extraction est très difficile car elle nécessite de nouveaux moyens techniques et d'énormes investissements, pouvant aller de 700 millions à un milliard de dollars. La difficulté en outre, c'est que ce territoire est aux mains de compagnies pétrolières privées qui en ont les concessions. Elles n'exploitent pas le pétrole et attendent que les prix montent et le moment où il sera économiquement viable de l'exploiter. Petro-Canada et le gouvernement ont cherché à pousser ces compagnies à passer à production, mais elles ne bougent pas.

Il y a quelques mois, Petro-Canada a décidé d'acheter la société Husky Oil qui possède de très vastes concessions. Tous les députés savent fort bien ce qui s'est produit. La compagnie Alberta Gas Trunk, étroitement associée avec le gouvernement de l'Alberta est entrée en jeu, a fait monter les prix et a acquis la compagnie Husky Oil sous le nez de Petro-Canada. Pas un seul membre du parti progressiste conservateur ne s'y est opposé. En fait, ce fut même le contraire et ils riaient dans leur barbe de ce que Petro-Canada n'aurait pas la possibilité d'exploiter ces ressources. Autrement dit, Petro-Canada ne pourrait pas au nom du peuple canadien exploiter les propres ressources du public canadien, pour que ce dernier en profite. Mais les conservateurs étaient ravis de ce que Husky Oil se retrouve aux mains d'une société privée.